

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
ACCORD-
ACCUEIL DE JOUR KER LENN DE ROSPORDEN**



REGLEMENT DE CONSULTATION

**Procédure Adaptée
REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)**

**Transports de personnes admises à Accueil de jour
« Ker Lenn »
Réponse par voie dématérialisée :
<https://www.marches-publics.gouv.fr>**

**Date et heure limites de réception des offres :
25 JUILLET 2025 à 12 heures**

29140 Rosporden

Résidence Ker Lenn
6 rue Louise Michel
9140 Rosporden

Sommaire

ARTICLE 1 : TYPE, NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS DU DCE	5
ARTICLE 3 : OBJET ET DESCRIPTION DE LA CONSULTATION	5
3.1 Objet de la consultation.....	5
3.2 Classification CPV	5
3.3 Forme du marché	5
3.4 Durée de l'accord-cadre - Délais d'exécution	6
3.5 Division en lots - modalités d'attribution	6
3.6 Modes de règlement de l'accord-cadre et modalités de financement.....	7
ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LA PROCEDURE	7
4.1 Procédure de consultation	7
4.2 Publicité	7
4.3 Référence de la procédure	7
4.4 Délai de validité des offres	7
4.5 Visites sur sites et/ou consultations sur place	7
4.6 Modifications de détails du dossier de consultation	7
4.7 Options	7
4.8 Prestations supplémentaires éventuelles	8
4.9 Variantes	8
4.10 Développement durable	9
4.11 Insertion par l'activité économique	9
ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
ARTICLE 6 : MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
6.1 Obtention du dossier de consultation par voie électronique	9
6.2 Obtention du dossier de consultation sous format papier	10
ARTICLE 7 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	10
ARTICLE 8 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
8.1 La candidature	10
8.2 L'offre	12
8.3 Conditions générales de présentation de l'offre	12
8.4 Rédaction des pièces ou documents demandés	13
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	13
9.1 Transmission électronique (voie dématérialisée)	13
9.2 Date et heure limites de remise des candidatures et des offres	13
ARTICLE 10 : REMISE DES ECHANTILLONS	13

ARTICLE 11 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
11.1 Recevabilité des plis et examen des candidatures	13
11.2 Examen et classement des offres	14
 ARTICLE 12 : ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS	 14
12.1 Attribution	15
12.2 Notification	15
 ARTICLE 13 : LITIGES ET RECOURS.....	 16

ARTICLE 1 : TYPE, NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

RESIDENCE Ker Lenn : établissement médico-social

Représentant :

Monsieur le Président du CCAS de Rosporden

Adresse : 7 rue louise Michel 29140 Rosporden

ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS DU DCE

Date limite d'envoi des modifications du DCE par la résidence Ker lenn	10 jours	Avant la date limite de remise des offres
Date limite d'envoi des questions /demandes de renseignements complémentaires par les candidats à la résidence Ker lenn	14 jours	Avant la date limite de remise des offres
Date limite d'envoi des réponses aux questions des candidats par la résidence er lenn	10 jours	Avant la date limite de remise des offres

Les demandes de renseignements et questions sont à formuler via le profil acheteur :

<https://marches.megalisbretagne.org>

Les modifications et les réponses aux questions seront transmises via la plateforme
il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site.

ARTICLE 3 : OBJET ET DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la prestation suivante :

Transports routiers de personnes admises dans les services de l'accueil de jour Ker Lenn

Lieu d'exécution :

Accueil de jour Ker Lenn
7 rue louise Michel
29140 Rosporden

3.2 Classification CPV

La classification CPV (vocabulaire commun des marchés) est la suivante :

60120000-5	Services de taxi
------------	------------------

3.3 Forme du marché

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaires, avec un maximum exprimé en valeur, conclu en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

La valeur maximale sur la durée totale de l'accord-cadre est fixée à 150 000 € HT

3.4 Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution

L'accord-cadre prend effet au 1er octobre 2025 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 12 mois.

Au-delà de sa première période d'exécution, il pourra éventuellement être reconduit 2 fois pour une période de 12 mois par reconduction tacite de la résidence Ker Lenn.

La durée totale de l'accord-cadre (périodes de reconductions comprises) ne pourra excéder 36 mois.

3.5 Division en lots – modalités d'attribution

Les prestations sont composées des 2 lots suivants :

N°	Désignation
1	Accueil de jour / secteur CCA et Quimperlé Communauté
2	Accueil de jour/ secteur pays Fouesnantais.

L'accueil de jour ker lenn se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un candidat dans le cadre d'un seul accord-cadre.

Possibilité de présenter une offre pour :

Tous les lots

3.6 Modes de règlement de l'accord-cadre et modalités de financement

Les prestations, objet de l'accord-cadre issu de la présente consultation, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes : financement sur les crédits inscrits à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de la résidence Ker lenn de Rosprden.

Le paiement est effectué par mandat administratif de la résidence Ker Lenn de Rosprden. Le délai de paiement maximum est fixé, par l'article R2192-11 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018

relatif au code de la commande publique, à 50 jours à compter de la date de réception des factures par la résidence Ker Lenn de Rosporden.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LA PROCEDURE

Le candidat devra impérativement fournir à la résidence Ker Lenn une adresse mail valide pour tout échange relatif à la procédure.

4.1 Procédure de consultation

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée, par application de l'article R2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

4.2 Publicité

Profil acheteur
BOAMP

4.3 Référence de la procédure

2025-01

4.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.5 Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet

4.6 Modifications de détails du dossier de consultation

Conformément à l'article R2132-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, la résidence Ker Lenn de Rosporden se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, selon les délais précisés à l'article 2 du présent règlement de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Dans le respect de l'article R2143-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, le délai de réception des candidatures est prolongé lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation.

4.7 Options

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché comporte des tranches optionnelles (services et travaux)	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/>
La résidence ker Lenn se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.	OUI <input checked="" type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>

4.8 Prestations supplémentaires éventuelles

Une prestation supplémentaire est un ajout à l'offre de base demandé par l'acheteur (ex-option technique), sachant que l'acheteur se réserve le droit de retenir ou non ces prestations supplémentaires, lors de la notification du marché. Une prestation supplémentaire, est un ajout à l'offre de base, dont la définition des spécifications techniques appartient à l'acheteur.

La présente consultation :

- ☒ Ne comporte aucune prestation supplémentaire
- ☐ Comporte une ou des prestations supplémentaires définies ci-dessous

4.9 Variantes

Les variantes constituent des modifications, à l'initiative des candidats ou de l'acheteur, des spécifications de la solution de base prévues dans les documents de la consultation. Elles peuvent être autorisées ou exigées par l'acheteur.

- Les variantes sont autorisées ☐ Oui ☒ Non
- Les variantes sont exigées ☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (R.C.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Les bordereaux de prix unitaires

ARTICLE 6 : MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

6.1 Obtention du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au D.C.E. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Les candidats doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité sur la plateforme dont l'adresse internet est : <https://www.marches.megalisbretagne.org>

6.2 Obtention du dossier de consultation sous format papier

Sans objet

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur pour la présentation de la candidature.

Toutefois, la forme souhaitée est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord-cadre est d'une forme différente, il pourra se voir obligé d'assurer sa transformation pour se conformer à ce souhait, en application de l'article R2142-22 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Les candidats ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs fournisseurs, l'accord-cadre sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les cotraitants devront fournir les documents

administratifs exigés à l'article 8 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

La délégation de pouvoir des cotraitants envers le mandataire concerne l'offre et l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque candidat ou membre du groupement aura à produire un dossier complet comprenant impérativement les pièces visées au présent article, datées et signées par lui.

8.1 La candidature

Conformément au titre IV de la partie législative du code de la commande publique ainsi qu'au titre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, la candidature contient impérativement les documents et renseignements suivants :

Pour un candidat se présentant seul ou pour chaque membre d'un groupement d'opérateurs économiques, sont fournis les déclarations, certificats et attestations suivantes :

✓ Une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L-5212-1 à 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés OU la lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1) fourni par le CH U de BREST dûment complétée et signée.

✓ La déclaration du candidat individuel ou membre du groupement (DC2) fourni par le La résidence Ker Lenn dûment complétée.

Les documents DC1 - DC2 sont disponibles gratuitement sur le site du Ministère de l'Economie et des

Finances : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

✓ Les renseignements et documents ci-dessous concernant la **capacité économique et financière** du candidat.

<input checked="" type="checkbox"/>	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponible
<input checked="" type="checkbox"/>	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents
<input checked="" type="checkbox"/>	Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document permettant d'en attester de manière équivalente.

✓ Les renseignements et documents ci-dessous concernant la **capacité techniques et professionnelles du candidat** :

<input checked="" type="checkbox"/>	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
<input checked="" type="checkbox"/>	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
<input checked="" type="checkbox"/>	Liste des personnels de l'entreprise complétés des compétences reconnues, diplômes et attestation de formation dans la prise en compte des maladies et des situations de handicap
<input checked="" type="checkbox"/>	Des échantillons, descriptions ou photographies : données constructeurs du ou des véhicules et équipements spécifiques, carte grise du ou des véhicules
<input checked="" type="checkbox"/>	Certificats de qualifications professionnelles : capacité de transports de personnes délivrée par l'organisme agréé, le cas échéant, diplôme de secourisme du chauffeur et accompagnant désigné pour la prestation
<input type="checkbox"/>	Attestations des chauffeurs ayant réalisés des formations à l'écoconduite

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre.

8.2 L'offre

L'offre sera constituée par les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son (ou ses) annexes, dûment complétés, datés et signés,
- Un mémoire technique descriptif permettant d'évaluer l'offre selon les critères précisés à l'annexe 2 du présent règlement de consultation
- Les bordereaux de prix unitaire, dûment complétés,
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

8.3 Conditions générales de présentation de l'offre

En cas de discordance constatée dans une offre, les prix nets unitaires HT portés en chiffres

prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs manifestes de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées, seront rectifiées, après accord écrit du candidat

8.4 Rédaction des pièces ou documents demandés

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en euros.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

9.1 Transmission électronique (voie dématérialisée)

En vertu des articles R2132-7 à R2132-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, la transmission par voie électronique est obligatoire depuis du 1er octobre 2018.

La transmission par voie électronique devra s'effectuer à l'adresse Internet suivante : <https://marches.megalisbretagne.org> avant les date et heure limites de réception des candidatures et des offres

Heure : Fuseau horaire de référence GMT/UTC +1

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission par voie électronique des plis, le candidat devra se conformer aux dispositions de la note de procédure figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

Les candidats ou soumissionnaires peuvent adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres

9.2 Date et heure limites de remise des candidatures et des offres

Le vendredi 25 juillet 2025 à 12 h 00

ARTICLE 10 : REMISE DES ECHANTILLONS

Des échantillons sont exigés ☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 11 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Seuls peuvent être ouverts les plis électroniques qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Le Responsable des Marchés enregistre les documents relatifs à la candidature

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 et R2152-1 à R2152-5 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le jugement des offres donnera lieu à leur classement.

Toutefois, l'examen des candidatures et des offres se fera au cours d'une seule phase.

11.1 Recevabilité des plis et examen des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. Il informe les autres candidats de la mise en œuvre de cette disposition

Conformément à l'article R2144-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

11.2 Examen et classement des offres

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

MAPA avec négociation :

L'acheteur élimine les offres inappropriées.

L'acheteur négocie avec le ou les candidats ayant présentés les meilleures offres mais se réserve également le droit de ne pas négocier ou d'interrompre les négociations.

En application de l'article R.2152-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

En application à l'article R.2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur peut toutefois autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondéré comme suit :

Critères	Pondération	Sous critères	Pondération des sous critères
----------	-------------	---------------	-------------------------------

Prix	50%	Sans objet	Sans objet
Valeur technique	50%		

Critère Prix :

Une note sur 10 points sera pondérée sur la base du coefficient de 50% sur la base de la formule suivante : offre de prix la plus basse susceptible d'être retenue/offre de prix de l'entreprise jugée x 10.

En application des articles R.2152-3, R.2152-4 et R.2152-5 du code de la commande publique, et si une offre apparaît anormalement basse, l'acheteur peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

Critère valeur technique :

L'appréciation de la valeur technique de l'offre sera basée sur les critères de jugement présents dans le cadre de réponse technique.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTAT

En application de l'article L2181-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique, les candidats dont l'offre n'aura pas été retenue en seront informés à l'issue de la procédure de passation. Cette information se fera par le biais d'une notification reçue de la plate-forme <https://marches.megalisbretagne.org> ou à défaut par un courriel avec accusé de réception ou par courrier postal.

12.1 Attribution

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 13 : LITIGES ET RECOURS

En cas de non-conformité avec les conditions prévues à l'accord-cadre, portant notamment sur la qualité et la quantité réceptionnées, les conditions de facturation, l'objet du litige sera notifié par écrit ou par mail au titulaire et donnera lieu à une suspension du délai de paiement jusqu'à résolution du différend.

L'organisme chargé des recours est le Tribunal Administratif de Rennes dont l'adresse est la suivante : Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – CS 44416 – 35044 RENNES CEDEX (Tél. : 02.23.21.28.28).

Les recours précontractuels et contractuels pourront être formés dans les délais et conditions prévus par le chapitre 1er du titre II du décret 2009-1456 du 27 novembre 2009.

Un recours de plein contentieux pourra être formé conformément à la jurisprudence de l'Assemblée du Conseil d'État en date du 16 juillet 2007 (arrêt « Société Tropic Travaux Signalisation »), et ce,

pendant un délai de deux mois suivant la publication d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

